

Demande d'informations (marché public)	
Informations concernant l'opérateur économique et l'offre	
Informations concernant l'opérateur économique	
Type d'opérateur économique	
Personne physique	
Personne morale	
Nom de l'opérateur économique	
Prénom de l'opérateur économique	
Nom de famille de l'opérateur économique	
Pays d'établissement	
Adresse de l'opérateur économique	
Pays	
Région/zone	
Communauté autonome	
Province	
État fédéral	
Ville/commune	
Code postal	
Rue et numéro	
Numéro d'identification européen	
Disponible	
Non disponible	
Numéro d'identification	
Tout type de numéro d'identification national	
Disponible	
Non disponible	
Type de numéro d'identification	
Numéro d'identification	
Informations concernant l'offre	
Confirmation	
Nous confirmons que la demande est envoyée dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres.	
Numéro de référence TED de l'offre	
Disponible	
Non disponible	
Numéro TED	
Numéro de référence national de l'offre	
Disponible	
Non disponible	
Numéro de référence	
Lien vers l'offre publiée sur internet	
Informations supplémentaires sur l'offre	
Objet de la demande	
Vérifier le respect des spécifications techniques (normes nationales, labels, évaluations de la conformité)	
Vérifier les motifs d'exclusion	
Vérifier les critères de sélection	
Vérifier les informations contenues dans le document unique de marché européen	
Vérifier les normes d'assurance de la qualité et les normes de gestion environnementale	
Vérifier les informations figurant dans la liste officielle des opérateurs économiques et des organismes de certification	
Vérifier les offres anormalement basses	
Montant de l'offre	
I. Questions concernant les normes nationales/labels/ rapports d'essai	
I.A Questions destinées à vérifier les normes nationales	
Confirmez-vous l'authenticité de la norme nationale jointe? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (01)	
Oui, je confirme que la norme nationale jointe est authentique.	
La norme nationale jointe n'est pas authentique.	
Je ne peux pas confirmer l'authenticité de la norme nationale jointe. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)	

Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité de la norme nationale jointe. (01.1)
La norme nationale ci-dessous transpose-t-elle: une norme européenne, un agrément technique européen, une spécification technique commune, une norme internationale, un référentiel technique élaboré par un organisme européen de normalisation? La norme nationale doit être indiquée dans le champ «Commentaires sur la question»! (02)
Oui.
Non.
Veillez préciser ce qu'elle transpose (02.1)
une norme européenne
un agrément technique européen
une spécification technique commune
une norme internationale
un référentiel technique élaboré par un organisme européen de normalisation
Veillez fournir la référence (02.2)
I.B Questions destinées à vérifier les labels ou les évaluations de la conformité
Confirmez-vous l'authenticité du label national/de l'évaluation de la conformité joint(e)? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (03)
Oui, je confirme que le label national/l'évaluation de la conformité joint(e) est authentique.
Le label national/l'évaluation de la conformité joint(e) n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du document joint. (03.1)
Le label national a-t-il été délivré par l'organisme public/privé compétent? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (03a)
Oui.
Non.
Si la réponse est «Oui», veuillez préciser le type d'organisme de délivrance. (03a.1)
Organisme public compétent
Organisme privé compétent
Veillez indiquer le nom de l'organisme de délivrance. (03a.2)
Veillez indiquer l'adresse de l'organisme de délivrance. (03a.3)
Veillez indiquer des données de contact supplémentaires concernant l'organisme de délivrance: adresse électronique, numéro de téléphone, nom d'une personne de contact. (03a.4)
Si la réponse est «Non», veuillez préciser la nature/valeur juridique du document annexé et l'organisme l'ayant délivré. (03a.5)
Veillez indiquer le délai moyen nécessaire pour obtenir le label. (Nombre de jours/semaines/mois) (03A 6).
Le certificat ou le rapport d'essai a-t-il été établi par l'organisme national d'évaluation de la conformité compétent ou par un autre organisme équivalent? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (04)
Oui.
Non.
Si la réponse est «Oui», veuillez préciser le type d'organisme de délivrance. (04.1)
Organisme national d'évaluation de la conformité compétent
Organisme d'évaluation de la conformité équivalent
Veillez indiquer le nom de l'organisme de délivrance. (04.2)
Veillez indiquer l'adresse de l'organisme de délivrance. (04.3)
Veillez indiquer des données de contact supplémentaires concernant l'organisme de délivrance: adresse électronique, numéro de téléphone, nom d'une personne de contact. (04.4)
Si la réponse est «Non», veuillez préciser la valeur juridique du document annexé et l'organisme l'ayant délivré. (04.5)
Veillez indiquer le délai moyen nécessaire pour obtenir le certificat ou le rapport d'essai. (Nombre de jours/semaines/mois) (04.6).
II. Questions destinées à vérifier les motifs d'exclusion
II. A. Questions sur l'absence de condamnation par jugement définitif
Confirmez-vous l'authenticité du document joint concernant l'absence de condamnation par jugement définitif? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (05)
Oui, je confirme que le document joint est authentique.
Le document joint n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du document joint. (05.1)

Les informations certifiées par le document joint sont-elles exactes? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (06)
Oui.
Non.
Je ne peux pas confirmer l'exactitude de ces informations. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'exactitude de ces informations. (06.1)
Veillez indiquer en quoi ces informations sont inexactes. (06.2)
Le document joint est-il un extrait du registre correspondant? (extrait de casier judiciaire, p. ex.) Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (07)
Oui.
Non.
De quel registre cet extrait provient-il? (07.1)
S'agit-il d'un extrait/d'un document/d'une information complet/complète? (07.2)
Oui.
Non.
Veillez indiquer en quoi l'extrait/le document/l'information n'est pas complet/complète (07.2.1)
S'agit-il d'un document équivalent confirmant l'absence de condamnation prononcée par jugement définitif, délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente de votre État membre? (07.3)
Oui.
Non.
Pouvez-vous fournir une copie du document confirmant l'absence de condamnation par jugement définitif? (07.3.1)
Oui. Une copie du document est jointe.
Non.
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas fournir une copie du document confirmant l'absence de condamnation. (07.3.1.1)
Le document joint confirme-t-il que l'opérateur économique ou ses représentants n'a/n'ont pas fait l'objet d'une condamnation par jugement définitif pour l'une des raisons énumérées à l'article 57, paragraphe 1, de la directive 2014/24/UE? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (08)
Oui.
Non.
Cette information ne peut pas être fournie. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas fournir l'information. (08.1)
L'opérateur économique ou la personne concernée a-t-il/a-t-elle fait l'objet d'une condamnation par jugement définitif pour l'une des raisons énumérées à l'article 57, paragraphe 1, de la directive 2014/24/UE? (08a)
Oui.
Non.
Cette information ne peut pas être fournie. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas fournir l'information. (08a.1)
Si la réponse est «Oui», veuillez indiquer pour quelle raison l'opérateur économique a été condamné. (08a.2)
Participation à une organisation criminelle
Corruption
Fraude
Infraction terroriste
Infractions liées à des activités terroristes
Blanchiment de capitaux
Financement du terrorisme
Travail des enfants
Autres formes de traite des êtres humains
Veillez indiquer le nom de la personne/de l'entité condamnée. (08a.3)
Veillez indiquer les coordonnées et toute donnée d'identification disponible de la personne ou de l'entité condamnée. (08a.4)
Veillez indiquer la date de la condamnation. (08a.5)
Veillez fournir d'autres informations sur la décision ou le jugement. Nom de l'autorité/de l'organisme ayant prononcé la décision/le jugement ou numéro de référence, p. ex. (08a.6)

L'opérateur économique a-t-il été de ce fait exclu de la participation à une procédure de passation de marché public? (08a.7)
Oui. L'exclusion découle d'une disposition juridique, réglementaire ou administrative nationale. Les informations et les références correspondantes sont fournies dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non.
Je ne sais pas. (Les précisions concernant cette réponse doivent être indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous!)
Fin de la période d'exclusion: (08a.7.1)
Indéfinie.
Définie.
Veillez indiquer la date de fin de la période d'exclusion. (08a 7.1.1).
Veillez indiquer pourquoi l'opérateur n'a pas été exclu de la participation à une procédure de passation de marché public (08a.7.2).
Parce que des mesures correctives acceptables ont été prises.
Parce que la période d'exclusion est terminée.
Pour des raisons impérieuses d'intérêt général telles qu'indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Pour d'autres raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
II.B Questions destinées à vérifier le respect des obligations relatives au paiement d'impôts, de taxes ou de cotisations de sécurité sociale
Confirmez-vous l'authenticité du document joint confirmant le respect des obligations relatives au paiement d'impôts, de taxes ou de cotisations de sécurité sociale? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (09)
Oui, je confirme que le document joint est authentique.
Le document joint n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du document joint concernant le paiement d'impôts, de taxes ou de cotisations de sécurité sociale. (09.1)
Le document joint est-il un certificat délivré par l'autorité compétente de votre État membre? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (10)
Oui.
Non.
Veillez fournir toute information disponible sur le document joint (10.1)
Le document joint confirme-t-il le respect des obligations relatives au paiement d'impôts et taxes? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (11)
Oui.
Non.
L'opérateur économique a-t-il payé ses impôts et taxes? (12)
Oui, à notre connaissance l'opérateur économique a payé ses impôts et taxes.
Non, l'opérateur économique a manqué à ses obligations concernant le paiement des impôts et taxes.
Nous ne disposons pas de cette information. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez indiquer la date de la vérification. (12.1)
Veillez indiquer la date de la vérification. (12.2)
Pouvez-vous indiquer le montant dû par l'opérateur économique? (12.2.1)
Oui.
Non.
Veillez indiquer le montant restant dû et/ou sa proportion par rapport au montant initialement dû. (12.2.1.1)
Le manquement a-t-il été établi par une décision judiciaire ayant force de chose jugée ou une décision administrative ayant un effet contraignant? (12.2.2)
Oui.
Non.
Veillez indiquer la date de la décision. Si elle n'est pas disponible, veuillez le signaler dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous. (12.2.2.1)
Veillez fournir de plus amples informations sur la décision. Numéro de référence ou nom de l'organe de décision, p. ex. Si ces informations ne sont pas disponibles, veuillez le signaler dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous. (12.2.2.2)
L'opérateur économique a-t-il été de ce fait exclu de la participation à une procédure de passation de marché public? (12.2.2.3)
Oui. L'exclusion découle d'une disposition juridique, réglementaire ou administrative nationale. Les informations et les références correspondantes sont fournies dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non.
Je ne peux pas répondre pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.

Fin de la période d'exclusion: (12.2.2.3.1)
Définie.
Indéfinie.
Veillez indiquer la date de fin de la période d'exclusion. (12.2.2.3.1.1)
Veillez indiquer pourquoi l'opérateur n'a pas été exclu de la participation à une procédure de passation de marché public. Montant restant dû peu élevé, p. ex. (12.2.2.3.2)
Le document joint confirme-t-il le respect des obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (13)
Oui.
Non.
L'opérateur économique a-t-il payé ses cotisations de sécurité sociale? (14)
Oui, à notre connaissance l'opérateur économique a payé ses cotisations de sécurité sociale.
Non, l'opérateur économique a manqué à ses obligations concernant le paiement des cotisations de sécurité sociale.
Nous ne disposons pas de cette information. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez indiquer la date de la vérification. (14.1)
Veillez indiquer la date de la vérification. (14.2)
Pouvez-vous indiquer le montant dû par l'opérateur économique? (14.2.1)
Oui.
Non.
Veillez indiquer le montant restant dû et/ou sa proportion par rapport au montant initialement dû. (14.2.1.1)
Le manquement a-t-il été établi par une décision judiciaire ayant force de chose jugée ou une décision administrative ayant un effet contraignant? (14.2.2)
Oui.
Non.
Veillez indiquer la date de la décision. Si elle n'est pas disponible, veuillez le signaler dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous. (14.2.2.1)
Veillez fournir de plus amples informations sur la décision. Numéro de référence ou nom de l'organe de décision, p. ex. Si ces informations ne sont pas disponibles, veuillez le signaler dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous. (14.2.2.2)
L'opérateur économique a-t-il été de ce fait exclu de la participation à une procédure de passation de marché public? (14.2.2.3)
Oui. L'exclusion découle d'une disposition juridique, réglementaire ou administrative nationale. Les informations et la référence correspondante sont indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non.
Je ne peux pas répondre pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Fin de la période d'exclusion: (14.2.2.3.1)
Définie.
Indéfinie.
Veillez indiquer la date de fin de la période d'exclusion. (14.2.2.3.1.1)
Veillez indiquer pourquoi l'opérateur n'a pas été exclu de la participation à une procédure de passation de marché public. Montant restant dû peu élevé, p. ex. (14.2.2.3.2)
II.C Questions destinées à vérifier le respect des obligations au titre de la «clause sociale horizontale» (article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE)
Lors de l'exécution de marchés, l'opérateur économique a-t-il manqué à ses obligations en matière de législation sur l'environnement au cours des trois dernières années ou avant la fin du délai de soumission? Législation sur l'environnement telle que définie par la législation de l'UE, le droit national, les conventions collectives ou les conventions internationales énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE. (15)
Oui, l'opérateur économique a manqué à ses obligations.
Non, à notre connaissance l'opérateur économique n'a pas manqué à ses obligations.

Le manquement a-t-il été établi par une décision judiciaire ayant force de chose jugée ou une décision administrative ayant un effet contraignant? (15.1)
Oui.
Non.
Veillez indiquer la date de la décision.Si elle n'est pas disponible, veuillez le signaler dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous. (15.1.1)
L'opérateur économique a-t-il été de ce fait exclu de la participation à une procédure de passation de marché public? (15.1.3)
Oui. L'exclusion découle d'une disposition juridique, réglementaire ou administrative nationale. Les informations et la référence correspondantes sont indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non.
Je ne peux pas répondre pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Fin de la période d'exclusion: (15.1.3.1)
Définie.
Indéfinie.
Veillez indiquer la date de fin de la période d'exclusion. (15.1.3.1.1)
Lors de l'exécution de marchés, l'opérateur économique a-t-il manqué à ses obligations en matière de législation sociale et du travail au cours des trois dernières années ou avant la fin du délai de soumission? Législation sociale et du travail telle que définie par la législation de l'UE, le droit national, les conventions collectives ou les conventions internationales énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE. (16)
Oui, l'opérateur économique a manqué à ses obligations.
Non, à notre connaissance l'opérateur économique n'a pas manqué à ses obligations.
Le manquement a-t-il été établi par une décision judiciaire ayant force de chose jugée ou une décision administrative ayant un effet contraignant? (16.1)
Oui.
Non.
Veillez indiquer la date de la décision.Si elle n'est pas disponible, veuillez le signaler dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous. (16.1.1)
L'opérateur économique a-t-il été de ce fait exclu de la participation à une procédure de passation de marché public? (16.1.3)
Oui. L'exclusion découle d'une disposition juridique, réglementaire ou administrative nationale. Les informations et la référence correspondantes sont indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non.
Je ne peux pas répondre pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Date de fin de la période d'exclusion: (16.1.3.1)
Définie.
Indéfinie.
Veillez indiquer la date de fin de la période d'exclusion. (16.1.3.1.1)
II.D Questions destinées à vérifier la capacité économique et financière des soumissionnaires
Confirmez-vous l'authenticité du document joint relatif à la capacité économique et financière du soumissionnaire? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (17)
Oui, je confirme que le document joint est authentique.
Le document joint n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être sélectionnée que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du document joint relatif à la capacité économique et financière du soumissionnaire. (17.1)
Le document joint confirme-t-il que l'opérateur économique §{Q18}Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (18)
n'est pas en état de faillite
ne fait pas l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation
ne se trouve pas dans une situation où ses biens sont administrés par un liquidateur ou placés sous administration judiciaire
ne fait pas l'objet d'un concordat préventif
ne se trouve pas en état de cessation d'activités
ne se trouve pas dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales
Oui, le document joint confirme que l'opérateur économique ne fait l'objet d'aucune de ces procédures.
Non, le document joint ne confirme pas que l'opérateur économique ne fait pas l'objet des procédures ci-dessus.
Nous ne pouvons pas confirmer ces informations. (Cette réponse ne doit être choisie que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)

Veillez indiquer la date de la vérification. (18.1)
Veillez indiquer la date de la vérification. (18.2)
L'opérateur économique fait-il l'objet de l'une des procédures ci-dessus? (18.3)
Oui.
Non.
L'opérateur économique (18.3.1)
est en état de faillite
fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation
se trouve dans une situation où ses biens sont administrés par un liquidateur ou placés sous administration judiciaire
fait l'objet d'un concordat préventif
se trouve en état de cessation d'activités
se trouve dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales
Pouvez-vous fournir un document attestant la capacité économique et financière du soumissionnaire? (18.4)
Oui. Une copie du document est jointe.
Non.
II.E Questions destinées à vérifier d'autres motifs d'exclusion facultatifs
À votre connaissance, l'opérateur économique a-t-il été exclu de la participation à une procédure de passation de marché/procédure d'attribution d'une concession antérieure? (19)
Oui.
Non.
Veillez indiquer pour quels motifs. (19.1)
Faute professionnelle grave
Accord avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence
Conflit d'intérêts
Participation préalable à la même procédure de passation de marché
Défaillances importantes ou persistantes lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public/d'une concession antérieure(e)
Fausse déclarations lors de la communication des informations requises
Influence indue sur le processus décisionnel
Autres raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Veillez fournir un document/certificat attestant l'exclusion. (19.2)
Le document/certificat demandé est joint.
Nous ne pouvons pas fournir un tel document pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
À votre connaissance, l'opérateur économique a-t-il commis une faute professionnelle grave remettant en cause son intégrité? (20)
Oui. Vous trouverez de plus amples informations dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non.
L'opérateur économique a-t-il été de ce fait exclu de la participation à une procédure de passation de marché public? (20.1)
Oui.
Non.
Veillez fournir un document/certificat correspondant. (20.1.1)
Le document/certificat demandé est joint.
Nous ne pouvons pas fournir un tel document pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
À votre connaissance, l'opérateur économique a-t-il conclu des accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence? (21)
Oui. Vous trouverez de plus amples informations dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non.
L'opérateur économique a-t-il été de ce fait exclu de la participation à une procédure de passation de marché public? (21.1)
Oui.
Non.
Veillez fournir un document/certificat correspondant. (21.1.1)
Le document/certificat demandé est joint.
Nous ne pouvons pas fournir un tel document pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.

À votre connaissance, l'opérateur économique a-t-il été exclu de la participation à une procédure de passation de marché public antérieure en raison d'un conflit d'intérêts? (22)
Oui.
Non.
Veillez fournir un document/certificat correspondant. (22.1)
Le document/certificat demandé est joint.
Nous ne pouvons pas fournir un tel document pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
À votre connaissance, l'opérateur économique a-t-il fait preuve de défaillances importantes ou persistantes lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public ou d'une concession antérieur(e)? (23)
Oui. Vous trouverez de plus amples informations dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non.
L'opérateur économique a-t-il été de ce fait exclu de la participation à une procédure de passation de marché public? (23.1)
Oui.
Non.
Veillez fournir un document/certificat correspondant. (23.1.1)
Le document/certificat demandé est joint.
Nous ne pouvons pas fournir un tel document pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
II.F Questions destinées à vérifier les mesures de réhabilitation présentées par l'opérateur économique pour prouver sa fiabilité, malgré l'existence d'un motif d'exclusion facultatif
Confirmez-vous l'authenticité du document joint relatif aux mesures de réhabilitation présentées par l'opérateur économique? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (24)
Oui, je confirme que le document joint est authentique.
Le document joint n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être sélectionnée que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du document joint relatif aux mesures de réhabilitation. (24.1)
III. Questions destinées à vérifier les critères de sélection
III.A Questions concernant l'aptitude de l'opérateur économique à exercer l'activité professionnelle
Dans votre État membre, l'inscription/l'affiliation à une organisation est-elle requise pour exercer la ou les activités professionnelles suivantes: (25) §{Q25}
Oui, l'inscription est requise pour toutes les activités indiquées.
Non, l'inscription n'est requise pour aucune des activités indiquées.
L'inscription est uniquement requise pour quelques-unes des activités indiquées.
Veillez préciser pour quelles activités l'inscription/l'affiliation à une organisation est requise dans votre État membre. (25.1)
L'opérateur économique est-il inscrit sur un registre professionnel/registre du commerce de votre État membre? (26)
Oui.
Non.
L'inscription est-elle obligatoire? (26.1)
Oui.
Non.
Confirmez-vous que l'opérateur économique détient une autorisation spécifique/est membre d'une organisation spécifique et qu'il est donc autorisé à fournir ces services? (27)
Oui.
Non.
Est-il obligatoire de détenir une autorisation spécifique/d'être membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir ces services? (27.1)
Oui.
Non.
Les qualifications professionnelles de l'opérateur économique lui permettent-elles d'exercer l'activité suivante: (28) §{Q28}
Oui. La réponse est détaillée dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non. La réponse est détaillée dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.

III.B Questions concernant la capacité économique et financière de l'opérateur économique en vue d'exercer l'activité professionnelle
Le comptable/l'auditeur attestant la capacité économique et financière est-il accrédité dans votre État membre? (29)
Oui.
Non.
Confirmez-vous que l'opérateur économique a démarré son activité ou que l'entreprise a été créée à la date suivante? (30) \${Q30}
Oui.
Non, la date est inexacte.
Cet opérateur économique/cette entreprise n'est pas enregistré(e) dans notre État membre.
Veillez indiquer la date exacte et joindre si possible un document l'attestant. (30.1)
III.C Questions destinées à vérifier la capacité technique et professionnelle des soumissionnaires
Confirmez-vous que l'opérateur économique a exécuté un marché pour vous? (31)
Oui.
Non.
Avez-vous été satisfait de l'exécution du marché? (31.1)
Oui. La réponse est détaillée dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non. La réponse est détaillée dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Nous ne pouvons pas fournir ce type d'information. Aucune précision ne peut être donnée pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Le marché a-t-il été exécuté conformément aux règles? (31.2)
Oui. La réponse est détaillée dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non. La réponse est détaillée dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Nous ne pouvons pas fournir ce type d'informations. Aucune précision ne peut être donnée pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Les délais ont-ils été respectés? (31.3)
Oui. La réponse est détaillée dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Non. La réponse est détaillée dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Nous ne pouvons pas fournir ce type d'informations. Aucune précision ne peut être donnée pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
III.D Questions concernant les certificats attestant la conformité des produits/fournitures et les certificats de contrôle de la qualité
Confirmez-vous l'authenticité des certificats joints attestant la conformité des produits/fournitures? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (32)
Oui, je confirme que le document joint est authentique.
Le document joint n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être sélectionnée que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du certificat joint. (32.1)
Confirmez-vous l'authenticité des certificats de contrôle de la qualité joints? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (33)
Oui, je confirme que le document joint est authentique.
Le document joint n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être sélectionnée que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du certificat de contrôle de la qualité joint. (33.1)
IV. Questions destinées à vérifier les informations contenues dans le document unique de marché européen (DUME)
IV.A Questions relatives à l'accès aux bases de données nationales contenant des informations pertinentes sur les opérateurs économiques et pouvant être consultées par les pouvoirs adjudicateurs nationaux
Je n'ai pas accès aux informations auxquelles il est fait référence dans le point du DUME joint. Pouvez-vous vérifier/fournir l'adresse URL ou l'ID correspondant(e)? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre le DUME. (34) Point du DUME auquel l'accès est impossible:\${Q34}
Oui, veuillez trouver l'adresse URL ci-dessous.
Oui, veuillez trouver l'ID ci-dessous.
Non.
L'adresse URL est la suivante: (34.1)
L'ID est le suivant: (34.2)
Pouvez-vous fournir la documentation correspondante? (34.3)
Oui. Le document correspondant est joint.
Non.
J'ai accès aux informations auxquelles il est fait référence dans le point du DUME joint, mais je ne les comprends pas. Pouvez-vous les expliquer? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre le DUME. (34a) Point incompréhensible:\${Q34a}

IV.B Question concernant un DUME utilisé lors d'une procédure de passation de marché antérieure
Avez-vous vérifié les éléments contenus dans le DUME joint qui vous a été adressé par l'opérateur économique? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre le DUME. (35)
Oui.
Non.
Si la réponse est «Oui», veuillez indiquer la date de la vérification. (35.1)
Avez-vous décelé des inexactitudes/problèmes à cet égard? (35.2)
Oui.
Non. Des informations supplémentaires sont données dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Ces inexactitudes/problèmes ont-ils entraîné l'exclusion de l'opérateur économique? (35.2.2)
Oui.
Non.
Veuillez expliquer pourquoi ces inexactitudes/ problèmes n'ont pas entraîné l'exclusion de l'opérateur économique. (35.2.2.1)
Pouvez-vous fournir la documentation concernant l'exclusion? (35.2.2.2)
Oui. La documentation correspondante est jointe.
Non. Nous ne pouvons pas fournir la documentation correspondante pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
V. Questions destinées à vérifier les normes d'assurance de la qualité et de gestion environnementale
V.A Questions concernant les éléments de preuve attestant le respect des normes de qualité et d'environnement
Confirmez-vous l'authenticité du certificat/document joint attestant le respect des normes de qualité et d'environnement? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (36)
Oui, je confirme que le document joint est authentique.
Le document joint n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être sélectionnée que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veuillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du document joint. (36.1)
Le certificat joint atteste-t-il que l'opérateur économique respecte la norme d'assurance de la qualité suivante? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (37) Norme à vérifier: \${Q37}
Oui.
Non.
Quelle est la norme d'assurance de la qualité, le cas échéant, dont ce document atteste la conformité? (37.1)
Le certificat joint atteste-t-il que l'opérateur économique respecte la norme de gestion environnementale suivante? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de la demande. (37a) Norme à vérifier: \${Q37a}
Oui.
Non.
Quelle est la norme de gestion environnementale, le cas échéant, dont ce document atteste la conformité? (37a 1).
V.B Questions concernant l'impossibilité pour l'opérateur économique d'accéder aux certificats correspondants ou de l'obtenir dans les délais impartis
Pouvez-vous confirmer que l'opérateur économique n'a pas eu la possibilité d'accéder à la norme d'assurance de la qualité suivante ou de l'obtenir dans les délais impartis? (38) Identification de la norme: \${Q38}
Oui.
Non.
L'absence de certificat correspondant est due: (38.1)
au non-respect des normes en vigueur par l'opérateur économique
à des circonstances dont l'opérateur économique est lui-même responsable
à d'autres raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous
Pouvez-vous confirmer que l'opérateur économique n'a pas eu la possibilité d'accéder à la norme de gestion environnementale suivante ou de l'obtenir dans les délais impartis? (38a) Identification de la norme: \${Q38a}
Oui.
Non.
L'absence de certificat correspondant est due: (38a.1)
au non-respect des normes en vigueur par l'opérateur économique
à des circonstances dont l'opérateur économique est lui-même responsable
à d'autres raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous

VI. Questions destinées à vérifier les informations figurant dans la liste officielle des opérateurs économiques et des organismes de certification
VI.A Questions relatives à l'authenticité des preuves attestant que l'entreprise est inscrite sur la liste officielle des opérateurs économiques agréés
Confirmez-vous l'authenticité du certificat/document joint attestant que l'entreprise est inscrite sur la liste officielle des opérateurs économiques agréés? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (39)
Oui, je confirme que le document joint est authentique.
Le document joint n'est pas authentique.
Je ne peux pas confirmer l'authenticité du document joint. (Cette réponse ne doit être sélectionnée que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas confirmer l'authenticité du document joint. (39.1)
VI.B Questions relatives aux obligations à respecter pour être inscrit sur la liste officielle des opérateurs économiques agréés ou obtenir une certification
L'opérateur économique concerné est-il établi dans votre État membre? (40)
Oui.
Non.
Savez-vous si l'opérateur économique est inscrit dans un autre pays? (40.1)
Oui.
Non.
Veillez indiquer dans quel pays. (40.1.1)
Veillez préciser. (40.1.1.1)
Quand le respect des obligations requises pour être inscrit sur la liste officielle des opérateurs économiques agréés ou obtenir une certification a-il été vérifié pour la dernière fois? (41)
Confirmez-vous que l'opérateur économique continue à respecter les obligations requises pour être inscrit sur votre liste officielle des opérateurs économiques ou obtenir une certification? (42)
Oui.
Non.
Je ne sais pas. (D'autres précisions sont données le cas échéant dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.)
Veillez indiquer la date de la vérification. (42.1)
Veillez indiquer la date de la vérification. (42.2)
La capacité attestée de l'opérateur économique lui permet-elle d'exercer l'activité suivante? (43) §{Q43}
Oui.
Non.
Je ne peux pas répondre pour les raisons indiquées dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.
Veillez indiquer la date de la vérification. (43.1)
Veillez indiquer la date de la vérification. (43.2)
VII. Questions destinées à vérifier les offres anormalement basses
VII.A Question concernant le respect, par l'opérateur économique, de ses obligations au titre de l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE
Existe-t-il dans votre État membre des règles/obligations en matière de droit environnemental applicables à l'offre de l'opérateur économique? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de la demande. (44)
Oui.
Non.
Je ne sais pas.
Veillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas fournir l'information demandée. (44.1)
Veillez préciser les règles applicables et indiquer le titre et la référence de la disposition/de l'article correspondant(e). (44.2)
L'offre de l'opérateur économique respecte-t-elle les règles applicables? (44.3)
Oui.
Non. (Des précisions supplémentaires sont données le cas échéant dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.)
Je ne sais pas. (Des précisions supplémentaires sont données le cas échéant dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.)
Existe-t-il dans votre État membre des règles/obligations en matière de droit social et du travail applicables à l'offre de l'opérateur économique? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre un document lors de la sauvegarde du projet de demande. (45)
Oui.
Non.
Je ne sais pas.

Veuillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas fournir l'information demandée. (45.1)
Veuillez préciser les règles applicables. Veuillez indiquer le titre et la référence de la disposition/de l'article correspondant(e) et d'une convention collective, le cas échéant. (45.2)
L'offre de l'opérateur économique respecte-t-elle les règles applicables? (45.3)
Oui.
Non. (Des précisions supplémentaires sont données le cas échéant dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.)
Je ne sais pas. (Des précisions supplémentaires sont données le cas échéant dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.)
Pouvez-vous fournir des informations sur les salaires minimaux applicables? (45.4)
Oui.
Non.
Salaires minimaux applicables à l'offre de l'opérateur économique. (45.5)
VII.B Question relative à la conformité de l'offre aux normes techniques nationales
L'offre de l'opérateur économique est-elle conforme aux normes techniques nationales? Si cette question est sélectionnée, l'expéditeur doit joindre l'explication fournie par l'opérateur économique lors de la sauvegarde du projet de demande./i> (46)
Secteur/services concernés:{\$Q46}
Oui.
Non.
Je ne sais pas.
Veuillez expliquer pourquoi l'opérateur économique n'est pas en conformité avec les normes techniques nationales. (46.1)
Pouvez-vous fournir des informations sur les normes techniques nationales applicables? (46.2)
Oui.
Non.
Informations sur les normes nationales applicables: (46.3)
VII.C Question relative à l'opérateur économique bénéficiant d'une aide d'État
L'opérateur économique bénéficie-t-il d'une aide d'État? (47)
Oui.
Non.
Cette information ne peut pas être fournie. (Cette réponse ne doit être sélectionnée que s'il n'existe dans l'État membre aucune autorité à laquelle la question peut être transmise!)
Veuillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas fournir l'information demandée. (47.1)
L'aide d'État obtenue par l'opérateur économique est-elle compatible avec le marché intérieur au sens de l'article 107 TFUE? (47.2)
Oui.
Non. (Des précisions supplémentaires sont données le cas échéant dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.)
Je ne sais pas. (Des précisions supplémentaires sont données le cas échéant dans le champ «Commentaires sur la réponse» ci-dessous.)
Veuillez indiquer la référence à un éventuel règlement d'exemption par catégorie ou à une décision individuelle de la Commission. Joindre si possible la copie de la décision adoptée. (47.2.1)
Vous devrez fournir des pièces jointes pour répondre à certaines questions. Des documents peuvent être joints à la demande une fois que celle-ci a été sauvegardée à l'état de projet. Si votre autorité souhaite envoyer des demandes d'informations sur le même opérateur économique mais portant sur d'autres aspects, vous pouvez utiliser la fonction «Copier la demande». Lors de la création d'une demande, l'expéditeur peut choisir uniquement les questions principales, qui sont affichées en gras. Les questions liées sont automatiquement sélectionnées et ne seront posées au destinataire que si elles sont utiles.
Les données à caractère personnel figurant dans une demande ne deviennent visibles que lorsque la demande est acceptée. Il n'est pas possible d'ouvrir les documents joints avant que la demande ait été acceptée. Si votre autorité n'est pas en mesure de répondre à toutes les questions contenues dans la demande, veuillez utiliser la fonction «Fractionner la demande». Vous pourrez ainsi sélectionner les questions auxquelles vous ne pouvez pas répondre et les transmettre à une autre autorité de votre État membre. Les réponses peuvent être indiquées dans le champ «Réponse» et/ou «Commentaires sur la réponse». Il faut toujours indiquer la langue des réponses rédigées en texte libre.